



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2014**

GROUPE III

SOCIETE NATIONALE LA POSTE

RAPPORT DEFINITIF

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal
Ce document contient 46 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/OS/2015-05/580



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des marchés	15
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	15
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	15
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	15
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	15
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	16
3.2.1 Echantillon	16
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)	17
3.2.3 Marchés conclus par AOO	17
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP	17
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	18

3.2.5	<i>Marchés de prestations intellectuelles</i>	18
3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	18
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	20
3.2.8	<i>Avenants</i>	20
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	20
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	20
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	21
3.4	<i>Constats relatifs au contrôle de matérialité</i>	21
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	22
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	28
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	29
7.	<i>ANNEXES</i>	30
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	30
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	36

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

- ✚ l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
- ✚ l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

- ✚ l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
- ✚ en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
- ✚ en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
- ✚ la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
- ✚ la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
- ✚ et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.

1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'est agit principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

- ✚ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- ✚ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- ✚ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ✚ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- ✚ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ✚ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ✚ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ✚ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- ✚ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

- ✚ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale ;
- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de lui faciliter l'introduction auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :




- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes (pour les ministères sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP.), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ en fin de mission nous devons assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS




2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal




Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

-  réalisation de travaux ;
-  d'achat de fournitures ;
-  d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

-  de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
-  de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
-  des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

-  le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
-  le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
-  le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

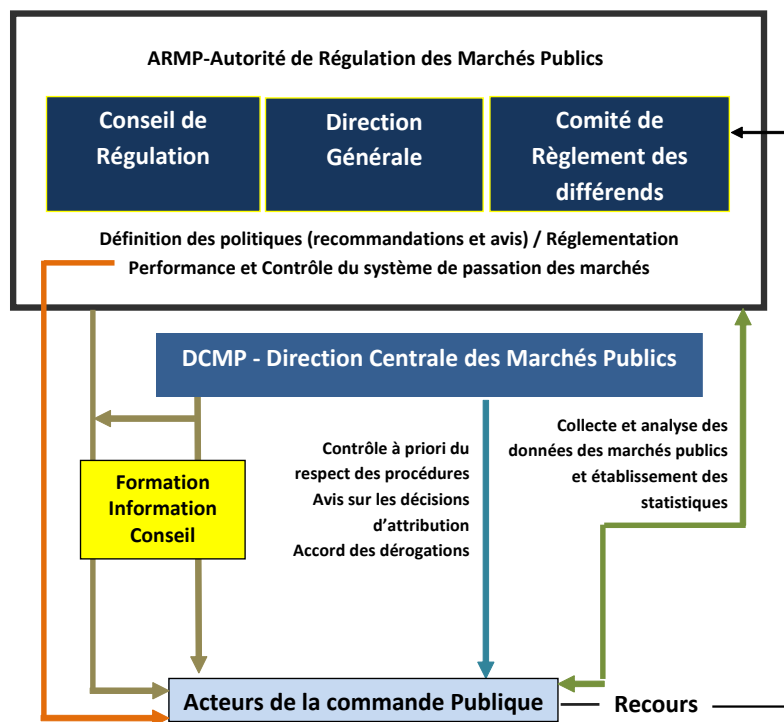
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



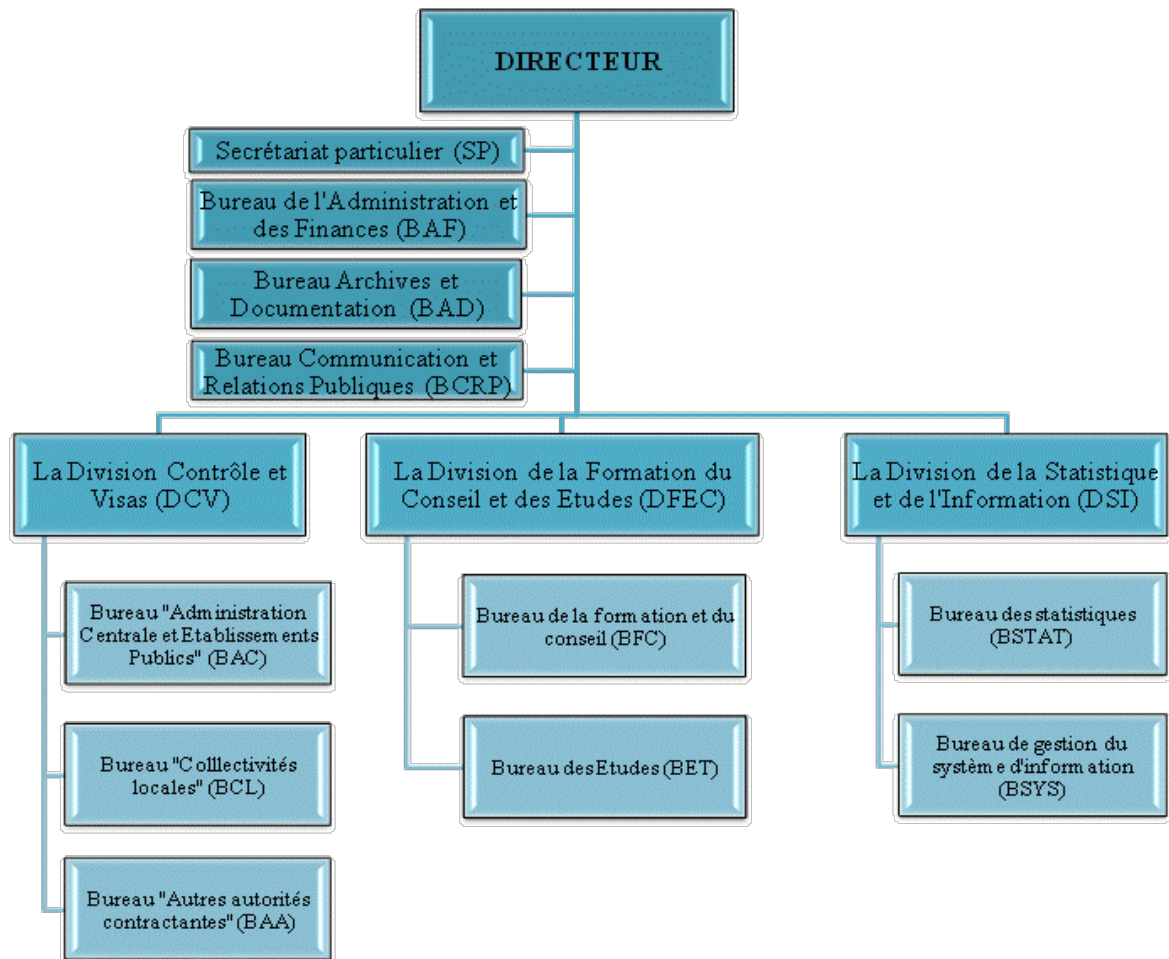
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois, l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.


En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

 L'histoire de la poste sénégalaise coïncide avec celle de la conquête coloniale, pour avoir servi d'outil indispensable pendant cette période.

On peut réellement parler de courrier postal au Sénégal qu'à partir de 1626. Année qui marque le début des relations postales entre le Sénégal et la France.

1855 marque le début de la conquête de la colonie sénégalaise par Faidherbe, colonie qui jusqu'alors ne se composait que de rares comptoirs. Un service postal réservé à la correspondance officielle devint nécessaire. On songea ainsi à placer des lignes télégraphiques à travers tout le pays.


C'est en 1879 que le Sénégal connût une vraie organisation postale quasi identique à celle de la France.

En 1900 le service postal était au summum. Les principaux centres étaient tous reliés entre eux et au chef lieu, d'où l'existence d'un réseau télégraphique couvrant presque toute la colonie.


Les moyens de transport par voie terrestre, maritime et fluviale s'offraient au service des postes. Et dans les zones dépourvus de fleuve, de mer ou de chemins de fer, on recrutait au niveau des villages un coursier postal piéton


Les principales activités du Groupe SN La POSTE sont les suivantes :

- pour la maison mère : l'affranchissement, la distribution du courrier, la vente de produits non postaux et le transfert d'argent.
- pour Postfinance : les comptes courant et compte d'épargne, les transferts d'argent.
- pour EMS : courrier accéléré et colis postaux et paquets postaux.

 Le groupe compte 211 bureaux et établissements postaux sur tout le territoire Sénégalais.

3.1.2 Commission des marchés

 Un retard a été constaté sur l'établissement de la décision N° 0000244/DG instituant la mise en place de la Commission des Marchés de la Société Nationale de la POSTE. En effet, la décision portant nomination des membres de Commission des marchés date du 17 février 2014 alors qu'elle devait être transmise au plus tard le 05 janvier de l'exercice concerné. En outre, la décision n'a été destinée qu'à la DCMP. Or l'article 36 du CMP stipule qu'au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres de commission et de leurs suppléants, doivent être communiquées à l'ARMP et à la DCMP.

 Les membres de la commission n'ont pas signé l'attestation de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics en 2014. Conformément à l'article 36 du CMP, les membres de la commission sont nommés pour un an. Par conséquent, ils doivent réitérer leur engagement en signant la charte de transparence même si les membres de la Commission de l'année précédente ont été reconduits l'année suivante.

3.1.3 Cellule de Passation des marchés

- La décision N°0000245/DG portant nomination des membres de la Cellule de passation des marchés n'est destinée qu'à la DCMP. En effet, l'ARMP n'était pas citée dans la liste des destinataires, en violation de l'arrêté n°012783 du 26 Décembre 2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics, qui stipule que les copies des actes de nomination et de leurs suppléants, doivent être transmises à l'ARMP et à la DCMP.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

- Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP, en violation de l'arrêté N° 012783 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

- Nous avons bien obtenu le plan de passation des marchés de La POSTE pour la gestion 2014. Seules deux (02) DRP y figurent sur les douze (12) revues, en violation de l'article 6 du CMP qui stipule que les autorités contractantes doivent établir un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble des marchés qu'elles envisagent de passer au cours de l'année concernée.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

- Nous avons obtenu la preuve de la publication de l'Avis Général de Passation des Marchés dans le journal Le Quotidien, datant du 30 janvier 2014, conformément à l'article 06 du CMP qui stipule que l'avis général doit être établi et publié avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation. Nous n'avons pas relevé d'anomalies sur l'avis général de passation des marchés.

3.1.6 Archivage des dossiers

- Nous avons constaté un défaut d'archivage. En effet, certains dossiers de marchés ne sont pas exhaustifs Cf 3.2.3.

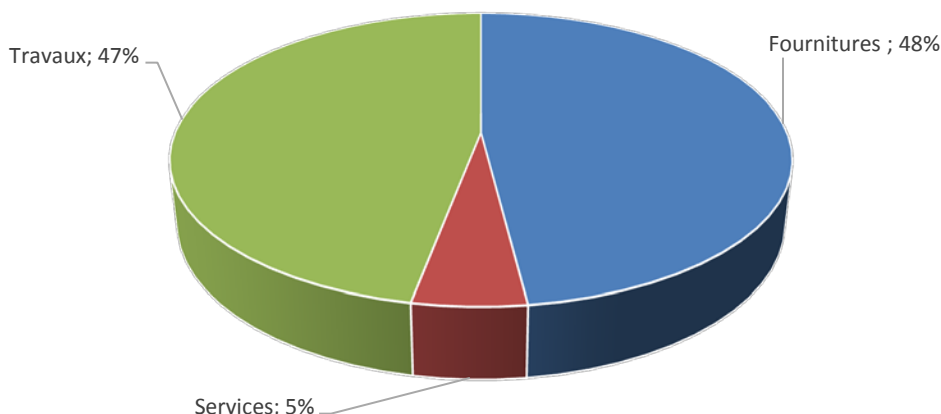
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1 Echantillon

- Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2014 par La POSTE.
- La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	7	1 155 653 793	7	1 155 653 793	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	41	785 537 270	12	437 489 867	29%	56%
Entente Directe (ED)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	48	1 941 191 063	19	1 593 143 660	39%	82%

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 48% de marchés de fournitures pour un montant de 902 611 490 FCFA
- 5% de marchés de services pour un montant de 156 694 560 CFA
- 47% de marchés de travaux pour un montant de 533 837 610 FCFA.

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ³ / SA ⁴ à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé de marchés atteignant le seuil de revue de la DCMP sur la liste des marchés reçue.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous avons relevé les constats suivants sur les marchés revus :

- nous n'avons pas obtenu les avis d'attribution définitive relatifs à l'ensemble des marchés passés par AOO, en violation de l'article 85 du CMP.
- nous n'avons pas obtenu l'exhaustivité des documents de paiement (copie des chèques de paiement ou ordre de virement) pour l'ensemble des appels d'offres revus. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur l'exécution financière des marchés revus.

Par ailleurs,

- Nous n'avons pas la preuve de la fourniture de la garantie de bonne exécution pour les marchés suivants, en violation de l'arrêté 012791 du 26 Décembre 2012 pris en application de l'article 114 du CPM fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution :
 - AOO : Consommables informatiques d'un montant minimum de 29 288 780 FCFA et maximum 33 254 760 FCFA attribué à Office Consommables ;
 - AOO : Fourniture de matériels roulants (véhicules et scooters) alloti : lot 1: 143 942 000 FCFA attribué à la Sénégalaise de l'automobile / Lot 3: 19 669 000 FCFA attribué à CFAO/ Lot 4: 15 476 000 FCFA attribué à TATA/ Lot 5: 30 000 000 FCFA attribué à SICAS. Pour ce marché, nous n'avons obtenu que la garantie de bonne exécution de CCBM attributaire du lot 2.

³ Sociétés Nationales

⁴ Sociétés Anonymes

- **Pour l'AOO « Consommables informatiques », d'un montant minimum de 29 288 780 FCFA et maximum 33 254 760 FCFA attribué à Office Consommables**, certains articles ont été commandés et livrés avant l'approbation du marché en date du 18 Septembre 2014. En effet, nous avons reçu un premier Bon de Commande en date du 25 Juin 2014 d'un montant de 1 314 638 FCFA TTC, avec un Bon de Livraison portant la même date ;

Deux autres Bons de Commande nous ont été transmis (2^{ème} BC en date du 21 Juillet 2014 d'un montant de 1 543 794 FCFA TTC et 3^{ème} BC en date du 21 Août d'un montant de 6 868 780 FCFA.

Pour ces deux derniers bons de commande, nous n'avons pas reçu le bon de livraison pour nous assurer de la date exacte de la livraison des consommables.

- **Pour l'AOO : « Fourniture de matériels roulants (véhicules et scooters) alloti » : lot 1: 143 942 000 FCFA attribué à la Sénégalaise de l'automobile/ Lot 2: 105 000 000 FCFA attribué à CCBM/ Lot 3: 19 669 000 FCFA attribué à CFAO/ Lot 4: 15 476 000 FCFA attribué à TATA/ Lot 5: 30 000 000 FCFA attribué à SICAS**, nous n'avons reçu aucun document attestant de l'exécution du marché (Bon de livraison, Pv de réception, copie chèque ou ordre de virement).

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par appel d'offres restreint sur la liste des marchés reçus de La POSTE.

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestation intellectuelle sur la liste des marchés reçus de La POSTE.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

Nous avons relevé les constats suivants sur les DRP revues :

- la DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP passées en violation de l'article 78 du CMP.
- les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation de l'article 78 du CMP.

Par ailleurs,

- **Pour la DRP : « Fourniture de matériel de froid », d'un montant de 28 939 500 FCFA TTC attribué à Mamath GAYE et frères**, un ordre de paiement a été établi d'un montant 24 525 000 FCFA HT en date du 16 mai 2014 à l'ordre du fournisseur Mamath GAYE et frères. Toutefois, c'est un chèque Ecobank n°9845608 d'un montant de 25 525 000 FCFA qui a été émis au lieu des 24 525 000 FCFA prévus. Un trop perçu de 1 million a donc été constaté. Un courrier a été adressé au fournisseur pour le remboursement du trop-perçu, mais nous n'avons pas obtenu le document attestant de ce remboursement.

- Les DRP suivantes ne figurent pas dans le plan de passation de marchés 2014 :
 - la DRP travaux de construction de bureau de Demeth d'un montant de 36 674 042 FCFA attribué à la SOCEDIS (Sénégalaise de Construction et de Distribution) ;
 - la DRP travaux de construction de bureau de Koubalang d'un montant de 40 102 763 FCFA attribué à Jappo Afrique ;
 - la DRP Travaux de construction du bureau de poste de Toubatoul d'un montant de 31 550 507 FCFA attribué à Entreprise Africaine de Construction (ENAFECO) ;
 - la DRP Travaux de construction du bureau de poste de Mboro d'un montant de 32 195 094 FCFA attribué à Africa synergie ;
 - la DRP Travaux de construction du bureau de poste de Koungheul d'un montant de 34 790 809 FCFA attribué à ASMA ;
 - la DRP Fourniture de meubles de boîtes postales d'un montant de 28 910 000 FCFA attribué à PERFORMANCES SERVICES ;
 - la DRP Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de poste d'un montant de 28 999 999 FCFA attribué à Dially Heege Pellital,
 - la DRP : Travaux d'extension et d'aménagement du bureau de Guédiawaye d'un montant de 39 296 901 FCFA TTC attribué à EGCC.
- Les documents attestant l'exécution et le paiement des DRP suivantes ne sont pas exhaustifs :
- **Pour la DRP : « Travaux de construction de bureau de Demeth » d'un montant de 36 674 042 FCFA attribué à la SOCEDIS (Sénégalaise de Construction et de Distribution) :**
 - la liasse de paiement de la DRP n'est pas exhaustive. En effet, nous n'avons reçu qu'un ordre de paiement de 9 967 268 FCFA HT (HT - caution de 624 940 FCFA), qui correspond à une facture liquidée de 12 498 806 FCFA TTC. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer du montant réellement payé.
 - concernant les attestations de service fait relatives aux travaux, elles ne sont pas exhaustives. En effet, nous n'avons reçu qu'une seule attestation relative à la facture de 12 498 806 FCFA TTC. Nous n'avons aucune information sur le reste des travaux à effectuer.
- **Pour la DRP : « Fournitures de matériels et de mobiliers de bureau », d'un montant de 29 110 600 FCFA TTC attribué à Général Equipement et Services :** nous avons obtenu l'ordre de paiement de 24 670 000 FCFA HT émis à l'ordre de Général Equipement et Services SUARL, de même que la facture liquidée. Toutefois, nous n'avons pas obtenu les documents de règlement (copie chèque ou ordre de virement) pour nous assurer du montant réellement payé.
- **Pour la DRP : « Travaux de construction de bureau de Koubalang », d'un montant de 40 102 763 FCFA attribué à Jappo Afrique :** le paiement de la DRP n'est pas exhaustif. En effet, nous n'avons reçu qu'un ordre de paiement de 16 063 922 FCFA HT (HT - caution de 1 007 196 FCFA), qui correspond à une facture liquidée de 20 143 919 FCFA TTC. Toutefois, nous n'avons pas obtenu les documents de règlement (copie chèque ou ordre de virement) pour nous assurer du montant réellement payé.

- Sur les DRP ci-dessous, nous avons constaté l'absence de NINEA ou de RCC et parfois des NINEA erronés :
 - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Mboro », d'un montant de 32 195 094 FCFA attribué à Africa synergie : nous avons constaté que le NINEA du soumissionnaire ARC en CIEL est incomplet. En effet, le NINEA 4039948 ne comporte que 7 éléments au lieu de 10 ;
 - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Koungeul », d'un montant de 34 790 809 FCFA attribué à ASMA : nous avons constaté que le NINEA du soumissionnaire AfriBat Sénégal (ABS) est erroné (NINEA 0011112420016).
 - Pour la DRP : « Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de poste », d'un montant de 28 999 999 FCFA attribué à Dially Heege Pellital : nous avons constaté que le NINEA des soumissionnaires suivants est incomplet :
 - SENCOM : NINEA 004/72201 avec 8 éléments au lieu de 10 ;
 - Global Equipement : NINEA 004124260 avec 9 éléments au lieu de 10.
 - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de Poste de Yène », d'un montant de 31 851 210 FCFA TTC attribué à EGPEE : le NINEA du soumissionnaire STPB est incomplet : NINEA 0059501 avec 7 éléments au lieu de 10.

Pour rappel, les NINEA doivent comprendre obligatoirement 10 éléments dont 9 chiffres et une lettre (en avant dernier). Les 7 premiers chiffres constituent la racine, le 8 ième chiffre constitue le régime du contribuable, la lettre représente la localité du contribuable, et le dernier chiffre la catégorie juridique.

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Nous n'avons pas relevé de marchés passés par entente directe dans la liste des marchés reçue de La POSTE.

3.2.8 Avenants

Nous n'avons pas relevé d'avenant sur la liste des marchés reçue de La POSTE.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous n'avons décelé aucun cas de fractionnement pour les DRP revues. Toutefois, les documents comptables ne nous ont pas été fournis par La POSTE pour nous permettre de nous assurer de l'existence ou non de dépenses comptabilisées et payées et qui auraient dû être regroupées et faire l'objet d'un appel d'offres.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Tous les recours revus ont été traités conformément aux articles 88, 89, 90 et 91 du CMP.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Les documents relatifs à l'exécution financières mis à notre disposition ne sont pas exhaustifs. Les documents de règlement (copie chèque ou ordres de virement) ne nous ont pas été fournis. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur l'exécution des marchés.

3.4 Constats relatifs au contrôle de matérialité

Pour l'AOO : « Fourniture de matériels roulants (véhicules et scooters) alloti » composé des lots suivants :

- **lot 1: 143 942 000 FCFA attribué à la Sénégalaise de l'automobile,**
- **Lot 2: 105 000 000 FCFA attribué à CCBM,**
- **Lot 3: 19 669 000 FCFA attribué à CFAO,**
- **Lot 4: 15 476 000 FCFA attribué à TATA,**
- **Lot 5: 30 000 000 FCFA attribué à SICAS ;**

nous avons procédé au contrôle de matérialité des acquisitions concernant les lots 1, 4 et 5 portant sur :

- pour le lot 1 : dix (10) véhicules dont cinq (05) de type pick-up double-cabine et cinq (05) de type simple-cabine,
- pour le lot 4 : un (01) véhicule type camionnette et
- pour le lot 5 : cinquante (50) scooters

Cependant, selon la Direction, ces véhicules ont été répartis au niveau des différents services à Dakar et dans les régions, par conséquent, nous n'avons pas pu procéder aux contrôles physiques de ces véhicules et scooters.

C'est pourquoi, nous avons axé notre contrôle en comparant les cartes grises obtenues aux caractéristiques minimales exigées décrites dans le DAO relatif au marché et nous avons relevé les constats suivants :

- en ce qui concerne les cinq (05) véhicules de type pick-up double-cabine du lot 1, nous avons obtenu les cinq (05) cartes grises. Nous avons également pu nous assurer que les modèles requis dans le DAO ont été respectés en comparant les spécifications techniques aux cartes grises reçues, et que les acquisitions sont au nom de la SN POSTE.
- pour les cinq (05) véhicules de type cabine simple, nous avons obtenu les cinq (05) cartes grises. Nous avons pu nous assurer que les caractéristiques minimales sont conformes aux spécifications techniques citées dans le DAO, et que ces véhicules sont au nom de la SN POSTE.
- pour le lot 4, nous avons obtenu la carte grise du véhicule de type camionnette immatriculé DK9853AU, et dont les spécifications techniques correspondent au DAO. Aussi, nous avons pu nous assurer que le véhicule est au nom de la SN POSTE.
- pour le lot 5 relatif à l'acquisition de 50 scooters, nous avons également vu que les spécifications techniques correspondent au DAO et que les scooters sont au nom de la SN POSTE.

Nous n'avons pas de constats spécifiques sur les contrôles de matérialité effectués.

4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations
DISPOSITIF ORGANISATIONNEL		
1	Un retard a été constaté sur l'établissement de la décision n° 0000244/DG instituant la mise en place de la Commission des Marchés de la Société Nationale La POSTE. En effet, la décision portant nomination des membres de la commission date du 17 Février 2014, alors qu'elle devrait être transmise au plus tard le 05 janvier de l'année en cours. En outre, la décision n'a pas été transmise à l'ARMP.	Nous recommandons à La POSTE d'établir la décision de nomination des membres de la Commission des marchés et de la transmettre à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 05 janvier de l'année en cours conformément à l'article 36 du CMP.
2	Les membres de la Commission des marchés n'ont pas signé la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pour la gestion 2014.	Nous recommandons à La POSTE de faire signer la charte de transparence par les membres de la Commission des marchés, conformément à l'article 36 du CMP et ceci même si les membres de la Commission de l'année précédente ont été reconduits l'année suivante.
3	Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP.	Nous recommandons aux membres de la cellule de passation de marchés d'établir des rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention de l'ARMP conformément à l'arrêté n°012583 du 26 Décembre 2012 relatif aux cellules de passation des marchés. De plus, la Cellule doit aussi établir avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente conformément à l'article 143 du CMP.
4	Les Demandes de Renseignement et de Prix ne sont pas inscrites dans le plan de passation des marchés.	Nous recommandons à La POSTE d'établir un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble des marchés qu'elle envisage de passer au cours de l'année concernée conformément à l'article 6 du CMP.
5	Nous avons constaté un défaut d'archivage. Certains dossiers de marchés ne sont pas exhaustifs.	Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.
APPEL D'OFFRES OUVERTS		
1	Nous n'avons pas obtenu les avis d'attribution définitive relatifs à l'ensemble des marchés passés par AOO.	Nous recommandons à La POSTE de publier un avis d'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché conformément à l'article 85 du CMP.
2	Nous n'avons pas obtenu l'exhaustivité des documents de paiement pour l'ensemble des marchés revus.	Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
3	<p>Nous n'avons pas la preuve de la fourniture de la garantie de bonne exécution pour les marchés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - AOO : Consommables informatiques d'un montant minimum de 29 288 780 FCFA et maximum 33 254 760 FCFA attribué à Office Consommables ; - AOO : Fourniture de matériels roulants (véhicules et scooters) alloti : lot 1: 143 942 000 FCFA attribué à la Sénégalaise/ Lot 2: 105 000 000 FCFA attribué à CCBM/ Lot 3: 19 669 000 FCFA attribué à CFAO/ Lot 4: 15 476 000 FCFA attribué à TATA/ Lot 5: 30 000 000 FCFA attribué à SICAS. 	<p>Nous recommandons à la POSTE d'exiger une garantie de bonne exécution pour les marchés dont les montants sont supérieurs ou égaux aux seuils fixés par le Ministère des Finances conformément à l'article 114 du CMP.</p>
4	<p>Pour l'AOO Consommables informatiques d'un montant minimum de 29 288 780 FCFA et maximum 33 254 760 FCFA attribué à Office Consommables, certains articles ont été commandés et livrés avant l'approbation du marché en date du 18 Septembre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 1^{er} BC date du 25 Juin d'un montant de 1 314 638 FCFA TTC, avec un BL établi à la même date ; - le 2^{ème} BC en date du 21 Juillet de 1 543 794 FCFA TTC, dont nous n'avons pas obtenu le BL ; - le 3^{ème} BC en date du 21 Aout de 6 868 780 FCFA TTC, dont nous n'avons pas obtenu le BL. 	<p>Nous recommandons à la POSTE de ne procéder à la commande des marchés et à leur réception qu'une fois les formalités relatives au contrat sont achevées.</p>
5	<p>Pour l'AOO : Fourniture de matériels roulants (véhicules et scooters) alloti : lot 1: 143 942 000 FCFA attribué à la Sénégalaise/ Lot 2: 105 000 000 FCFA attribué à CCBM/ Lot 3: 19 669 000 FCFA attribué à CFAO/ Lot 4: 15 476 000 FCFA attribué à TATA/ Lot 5: 30 000 000 FCFA attribué à SICAS, nous n'avons reçu aucun document attestant de l'exécution du marché.</p>	<p>Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>
6	<p>Pour l'AOO : Fourniture de matériels informatiques alloti : Lot 1: Neurotech pour 112 515 680 FCFA/ Lot 2: Sésam Informatics: 66 442 141 FCFA TTC/ Lot 3: CFAO techno pour 10 356 447 FCFA TTC/ Lot 4 Digital Electronics 74 800 000 FCFA TTC/ Lot 5 Master office pour 43 381 145 FCFA TTC/ Lot 6 non attribué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nous n'avons pas reçu les contrats relatifs aux lots 2, 3, 4 et 5 du marché. 	<p>Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>
7	<ul style="list-style-type: none"> - le PV d'ouverture des offres n'est pas signé par les membres de la commission en violation de l'article 67 du CMP. 	<p>Nous recommandons à la POSTE de faire signer le PV d'ouverture des offres par les membres de la commission conformément à l'article 67 du CMP.</p>
8	<ul style="list-style-type: none"> - nous n'avons pas obtenu la preuve de la transmission effective des notifications adressées aux attributaires des lots. 	<p>Nous recommandons à La POSTE de remettre au titulaire du marché la notification contre récépissé ou en envoi par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de donner date certaine à cet envoi, conformément à l'article 85 du CMP.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX		
1	La DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP.	Nous recommandons à la POSTE d'informer la DCMP de l'attribution des DRP dès leur attribution pour assurer la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire, ainsi que la nature et le montant du marché, conformément à l'article 78 du CMP.
2	Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres.	Nous recommandons à la POSTE d'informer les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à l'article 78 du CMP.
3	Pour la DRP : « Fourniture de matériel de froid », d'un montant de 28 939 500 FCFA TTC attribué à Mamath GAYE et frères ; un ordre de paiement a été établi d'un montant de 24 525 000 FCFA HT à payer au fournisseur Mamath GAYE et frères. Toutefois, c'est un chèque Ecobank n°9845608 d'un montant de 25 525 000 FCFA qui a été émis à l'ordre du fournisseur au lieu des 24 525 000 FCFA dus. Un trop perçu de 1 million a donc été constaté. Un courrier a été adressé au fournisseur pour remboursement du trop-perçu, mais nous n'avons pas obtenu le document attestant du remboursement du trop-perçu.	Nous recommandons à La POSTE de veiller au remboursement du trop perçu, de le verser dans le dossier et de mettre en place une procédure de contrôle des chèques afin de remédier à ce cas de figure.
4	Les DRP suivantes ne figurent pas dans le plan de passation de marchés 2014 : <ul style="list-style-type: none"> - la DRP travaux de construction de bureau de Demeth d'un montant de 36 674 042 FCFA attribué à la SOCEDIS (Sénégalaise de Construction et de Distribution), - la DRP travaux de construction de bureau de Koubalang d'un montant de 40 102 763 FCFA attribué à Jappo Afrique, - la DRP Travaux de construction du bureau de POSTE de Toubatoul d'un montant de 31 550 507 FCFA attribué à Entreprise Africaine de Construction (ENAFECO), - la DRP Travaux de construction du bureau de POSTE de Mboro d'un 32 195 094 FCFA attribué à Africa synergie, - la DRP Travaux de construction du bureau de POSTE de Koungeul d'un montant de 34 790 809 FCFA attribué à ASMA, - la DRP Fourniture de meubles de boites postales d'un montant de 28 910 000 FCFA attribué à PERFORMANCES SERVICES, - la DRP Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de POSTE d'un montant de 28 999 999 FCFA attribué à Dially Heege Pellital, - la DRP : Travaux d'extension et d'aménagement du bureau de Guédiawaye d'un montant de 39 296 901 FCFA TTC attribué à EGCC. 	Nous recommandons à la POSTE d'établir un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble des marchés qu'elle envisage de passer au cours de l'année concernée conformément à l'article 6 du CMP.

N° d'ordre	Constats	Recommandations
5	<p>Les documents attestant l'exécution et le paiement des DRP suivantes ne sont pas exhaustifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Travaux de construction de bureau de Demeth », d'un montant de 36 674 042 FCFA attribué à la SOCEDIS (Sénégalaise de Construction et de Distribution) : le paiement de la DRP n'est pas exhaustif. En effet, nous n'avons reçu qu'un ordre de paiement de 9 967 268 FCFA HT (HT - caution de 624 940 FCFA), qui correspond à une facture liquidée de 12 498 806 FCFA TTC. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. Concernant les attestations de service fait relatives à la DRP, elles ne sont pas exhaustives. En effet, nous n'avons reçu qu'une attestation relative à la facture de 12 498 806 FCFA TTC. - Pour la DRP « Fournitures de matériels et de mobiliers de bureau », d'un montant de 29 110 600 FCFA TTC attribué à Général équipement et services : nous avons obtenu l'ordre de paiement de 24 670 000 FCFA HT émis pour Général équipement et services SUARL, de même que la facture liquidée. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. - Pour la DRP « Travaux de construction de bureau de Koubalang », d'un montant de 40 102 763 FCFA attribué à Jappo Afrique : le paiement de la DRP n'est pas exhaustif. En effet, nous n'avons reçu qu'un ordre de paiement de 16 063 922 FCFA HT (HT - caution de 1 007 196 FCFA), qui correspond à une facture liquidée de 20 143 919 FCFA TTC. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. Concernant les attestations de service fait relatives à la DRP, elles ne sont pas exhaustives. En effet, nous n'avons reçu qu'une attestation relative à la facture de 20 143 919 FCFA TTC. 	<p>Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations
6	<p>Nous avons constaté dans les cas suivants soit l'absence de NINEA ou de RCC, soit des NINEA erronées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Toubatoul », d'un montant de 31 550 507 FCFA attribué à Entreprise Africaine de Construction (ENAFCO) : nous n'avons pas le RC ni le NINEA du soumissionnaire Africaine de Construction et d'Environnement (ACE) ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Mboro », d'un montant de 32 195 094 FCFA attribué à Africa synergie : nous avons constaté que le NINEA du soumissionnaire ARC en CIEL est incomplet. En effet le NINEA 4039948 ne comporte que 7 éléments au lieu de 10 ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Koungheul », d'un montant de 34 790 809 FCFA attribué à ASMA : nous avons constaté que le NINEA du soumissionnaire AfriBat Sénégal (ABS) est erroné (NINEA 0011112420016). - Pour la DRP : « Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de poste », d'un montant de 28 999 999 FCFA attribué à Dialy Heege Pellital : nous avons constaté que le NINEA des soumissionnaires suivants est incomplet : <ul style="list-style-type: none"> ▪ SENCOM : NINEA 004/72201 avec 8 éléments au lieu de 10 ; ▪ Global Equipement : NINEA 004124260 avec 9 éléments au lieu de 10 ; ▪ Gie diappo war wi : NINEA 434039326 avec 9 éléments au lieu de 10. - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de Poste de Yène », d'un montant de 31 851 210 FCFA TTC attribué à EGPEE : le NINEA du soumissionnaire STPB est incomplet (NINEA 0059501 avec 7 éléments au lieu de 10). 	<p>Nous recommandons à La POSTE de veiller à la cohérence des NINEA et d'exiger des soumissionnaires un RCC et un NINEA corrects conformément à l'article 13 du CMP. Par ailleurs, les NINEA doivent comprendre obligatoirement 10 éléments dont 9 chiffres et une lettre (en avant dernier). Les 7 premiers chiffres constituent la racine, le 8 ième chiffre constitue le régime du contribuable, la lettre représente la localité du contribuable, et la dernière chiffre la catégorie juridique.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations
7	<p>Nous n'avons obtenu ni contrat, ni BC relatif aux DRP suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Fourniture de meubles de boîtes postales », d'un montant de 28 910 000 FCFA attribué à PERFORMANCES SERVICES - Pour la DRP : « Travaux d'extension et d'aménagement du bureau de Guédiawaye », d'un montant de 39 296 901 FCFA TTC attribué à EGCC - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de POSTE de Yène », d'un montant de 31 851 210 FCFA TTC attribué à EGPEE 	<p>Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	Principales recommandations formulées lors de la revue de l'exercice 2011	Niveau d'application
1	Les membres de la commission pour les DRP sont différents de ceux habilités	Résolu
2	De nombreuses insuffisances sont notées dans le classement et l'archivage de la documentation	Partiellement résolu
3	L'absence de la garantie de bonne exécution dans certains dossiers	Non résolu
4	Le long délai entre la souscription à l'approbation et l'approbation	Non résolu
5	L'absence dans certains cas de la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires	Non résolu
6	L'absence de RC ou de NINEA sur certaines offres	Non résolu
7	Non exhaustivité de certains documents de paiements	Non résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	AOO	DRP	TOTAL MARCHE S	Statistiques des anomalies
Défaut d'archivage	07	06	19	68%
PV d'ouverture des offres aux soumissionnaires non signés par les membres de la commission	01		07	14%
Absence d'avis d'attribution définitive	07		07	100%
Absence de garantie de bonne exécution	02		07	29%
Livraison antérieure à l'approbation du contrat	01		07	14%
Absence d'accusé réception des notifications faites aux attributaires du marché	01		07	14%
Attribution DRP non renseignée à la DCMF		12	12	100%
Absence de DRP sur le PPM		08	12	66%
Incohérence ou absence de NINEA ou RC		05	12	42%

7. ANNEXES

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
DISPOSITIF ORGANISATIONNEL			
1	Un retard a été constaté sur l'établissement de la décision n° 0000244/DG instituant la mise en place de la Commission des Marchés de la Société Nationale La POSTE. En effet, la décision portant nomination des membres de la commission date du 17 Février 2014, alors qu'elle devrait être transmise au plus tard le 05 janvier de l'année en cours. En outre, la décision n'a pas été transmise à l'ARMP.	Nous recommandons à La POSTE d'établir la décision de nomination des membres de la Commission des marchés et de la transmettre à l'ARMP et à la DCMP au plus tard le 05 janvier de l'année en cours conformément à l'article 36 du CMP.	<i>Nous prenons acte, manquement à corriger</i>
2	Les membres de la Commission des marchés n'ont pas signé la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pour la gestion 2014.	Nous recommandons à La POSTE de faire signer la charte de transparence par les membres de la Commission des marchés, conformément à l'article 36 du CMP et ceci même si les membres de la Commission de l'année précédente ont été reconduits l'année suivante.	<i>Nous prenons acte, manquement à corriger</i>
3	Nous n'avons obtenu ni les rapports trimestriels, ni le rapport annuel de la Cellule de Passation des marchés destinés à l'ARMP et à la DCMP.	Nous recommandons aux membres de la cellule de passation de marchés d'établir des rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention de l'ARMP conformément à l'arrêté n°012583 du 26 Décembre 2012 relatif aux cellules de passation des marchés. De plus, la Cellule doit aussi établir avant le 31 mars de chaque année à l'intention de l'autorité dont elle relève et de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente conformément à l'article 143 du CMP.	<i>Nous prenons acte, manquement à corriger</i>
4	Les Demandes de Renseignement et de Prix ne sont pas inscrites dans le plan de passation des marchés.	Nous recommandons à La POSTE d'établir un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble des marchés qu'elle envisage de passer au cours de l'année concernée conformément à l'article 6 du CMP.	<i>Manquements à corriger</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
5	Nous avons constaté un défaut d'archivage. Certains dossiers de marchés ne sont pas exhaustifs.	Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	<i>Les pièces qui manquent très souvent dans les dossiers de marchés sont celles produites par d'autres services et qui ne sont pas transmises au service des marchés pour information et classement.</i>
APPEL D'OFFRES OUVERTS			
1	Nous n'avons pas obtenu les avis d'attribution définitive relatifs à l'ensemble des marchés passés par AOO.	Nous recommandons à La POSTE de publier un avis d'attribution définitive dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché conformément à l'article 85 du CMP.	<i>Manquement à corriger</i>
2	Nous n'avons pas obtenu l'exhaustivité des documents de paiement pour l'ensemble des marchés revus.	Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	<i>Des ordres de paiement ont été mis à votre disposition et nous n'avons pas reçu la liste de ceux manquants. Veuillez bien nous la communiquer.</i>
3	Nous n'avons pas la preuve de la fourniture de la garantie de bonne exécution pour les marchés suivants : - AOO : Consommables informatiques d'un montant minimum de 29 288 780 FCFA et maximum 33 254 760 FCFA attribué à Office Consommables ; - AOO : Fourniture de matériels roulants (véhicules et scooters) alloti : lot 1: 143 942 000 FCFA attribué à la Sénégalaise/ Lot 3: 19 669 000 FCFA attribué à CFAO/ Lot 4: 15 476 000 FCFA attribué à TATA/ Lot 5: 30 000 000 FCFA attribué à SICAS.	Nous recommandons à la POSTE d'exiger une garantie de bonne exécution pour les marchés dont les montants sont supérieurs ou égaux aux seuils fixés par le Ministère des Finances conformément à l'article 114 du CMP.	<i>Nous prenons acte</i>
4	Pour l'AOO Consommables informatiques d'un montant minimum de 29 288 780 FCFA et maximum 33 254 760 FCFA attribué à Office Consommables, certains articles ont été commandés et livrés avant l'approbation du marché en date du 18 Septembre : - le 1 ^{er} BC date du 25 Juin d'un montant de 1 314 638 FCFA TTC, avec un BL établi à la même date ; - le 2 ^{ème} BC en date du 21 Juillet de 1 543 794 FCFA TTC, dont nous n'avons pas obtenu le BL ; - le 3 ^{ème} BC en date du 21 Aout de 6 868 780 FCFA TTC, dont nous n'avons pas obtenu le BL.	Nous recommandons à la POSTE de ne procéder à la commande des marchés et à leur réception qu'une fois les formalités relatives au contrat sont achevées.	<i>Ces bons de commande n°1 de 2 ont été émis car on avait des ruptures de stock. Néanmoins, nous prenons acte de ce manquement.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
5	Pour l'AOO : Fourniture de matériels roulants (véhicules et scooters) alloti : lot 1: 143 942 000 FCFA attribué à la Sénégalaise/ Lot 2: 105 000 000 FCFA attribué à CCBM/ Lot 3: 19 669 000 FCFA attribué à CFAO/ Lot 4: 15 476 000 FCFA attribué à TATA/ Lot 5: 30 000 000 FCFA attribué à SICAS, nous n'avons reçu aucun document attestant de l'exécution du marché.	Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	<i>La Poste est une entreprise de régie et le matériel roulant est automatiquement affecté aux services destinataires dès livraison. Donc il est difficile de le mettre à votre disposition pour constat. Par contre, les copies des cartes grises vous ont été transmises.</i>
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			
1	La DCMP n'a pas été informée de l'attribution des DRP.	Nous recommandons à la POSTE d'informer la DCMP de l'attribution des DRP dès leur attribution pour assurer la collecte et l'analyse des données ainsi que l'établissement des statistiques sur les marchés publics, la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire, ainsi que la nature et le montant du marché, conformément à l'article 78 du CMP.	<i>Nous prenons acte de cette observation</i>
2	Les candidats non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres.	Nous recommandons à la POSTE d'informer les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à l'article 78 du CMP.	<i>Nous prenons acte de cette observation</i>
3	Pour la DRP : « Fourniture de matériel de froid », d'un montant de 28 939 500 FCFA TTC attribué à Mamath GAYE et frères ; un ordre de paiement a été établi d'un montant de 24 525 000 FCFA HT à payer au fournisseur Mamath GAYE et frères. Toutefois, c'est un chèque Ecobank n°9845608 d'un montant de 25 525 000 FCFA qui a été émis à l'ordre du fournisseur au lieu des 24 525 000 FCFA dus. Un trop perçu de 1 million a donc été constaté. Un courrier a été adressé au fournisseur pour remboursement du trop-perçu, mais nous n'avons pas obtenu le document attestant du remboursement du trop-perçu.	Nous recommandons à La POSTE de veiller au remboursement du trop perçu, de le verser dans le dossier et de mettre en place une procédure de contrôle des chèques afin de remédier à ce cas de figure.	<i>Le service des marchés n'est pas très souvent informé de ces cas.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
4	<p>Les DRP suivantes ne figurent pas dans le plan de passation de marchés 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la DRP travaux de construction de bureau de Demeth d'un montant de 36 674 042 FCFA attribué à la SOCEDIS (Sénégalaise de Construction et de Distribution), - la DRP travaux de construction de bureau de Koubalang d'un montant de 40 102 763 FCFA attribué à Jappo Afrique, - la DRP Travaux de construction du bureau de POSTE de Toubatoul d'un montant de 31 550 507 FCFA attribué à Entreprise Africaine de Construction (ENAFCO), - la DRP Travaux de construction du bureau de POSTE de Mboro d'un 32 195 094 FCFA attribué à Africa synergie, - la DRP Travaux de construction du bureau de POSTE de Kounghoul d'un montant de 34 790 809 FCFA attribué à ASMA, - la DRP Fourniture de meubles de boîtes postales d'un montant de 28 910 000 FCFA attribué à PERFORMANCES SERVICES, - la DRP Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de POSTE d'un montant de 28 999 999 FCFA attribué à Dially Heege Pellital, - la DRP : Travaux d'extension et d'aménagement du bureau de Guédiawaye d'un montant de 39 296 901 FCFA TTC attribué à EGCC. 	<p>Nous recommandons à la POSTE d'établir un plan de passation des marchés comprenant l'ensemble des marchés qu'elle envisage de passer au cours de l'année concernée conformément à l'article 6 du CMP.</p>	<p><i>Nous prenons acte</i></p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
5	<p>Les documents attestant l'exécution et le paiement des DRP suivantes ne sont pas exhaustifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Travaux de construction de bureau de Demeth », d'un montant de 36 674 042 FCFA attribué à la SOCEDIS (Sénégalaise de Construction et de Distribution) : le paiement de la DRP n'est pas exhaustif. En effet, nous n'avons reçu qu'un ordre de paiement de 9 967 268 FCFA HT (HT - caution de 624 940 FCFA), qui correspond à une facture liquidée de 12 498 806 FCFA TTC. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. Concernant les attestations de service fait relatives à la DRP, elles ne sont pas exhaustives. En effet, nous n'avons reçu qu'une attestation relative à la facture de 12 498 806 FCFA TTC. - Pour la DRP « Fournitures de matériels et de mobiliers de bureau », d'un montant de 29 110 600 FCFA TTC attribué à Général équipement et services : nous avons obtenu l'ordre de paiement de 24 670 000 FCFA HT émis pour Général équipement et services SUARL, de même que la facture liquidée. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. - Pour la DRP « Travaux de construction de bureau de Koubalang », d'un montant de 40 102 763 FCFA attribué à Jappo Afrique : le paiement de la DRP n'est pas exhaustif. En effet, nous n'avons reçu qu'un ordre de paiement de 16 063 922 FCFA HT (HT - caution de 1 007 196 FCFA), qui correspond à une facture liquidée de 20 143 919 FCFA TTC. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. Concernant les attestations de service fait relatives à la DRP, elles ne sont pas exhaustives. En effet, nous n'avons reçu qu'une attestation relative à la facture de 20 143 919 FCFA TTC. 	<p>Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>	<p><i>En rapport avec la comptabilité, des documents de paiement vous ont été transmis et nous n'avons pas reçu de feed back de votre part concernant ceux manquants.</i></p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
6	<p>Nous avons constaté dans les cas suivants soit l'absence de NINEA ou de RCC, soit des NINEA erronées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Mboro », d'un montant de 32 195 094 FCFA attribué à Africa synergie : nous avons constaté que le NINEA du soumissionnaire ARC en CIEL est incomplet. En effet le NINEA 4039948 ne comporte que 7 éléments au lieu de 10 ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Kougheul », d'un montant de 34 790 809 FCFA attribué à ASMA : nous avons constaté que le NINEA du soumissionnaire AfriBat Sénégal (ABS) est erroné (NINEA 0011112420016). - Pour la DRP : « Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de poste », d'un montant de 28 999 999 FCFA attribué à Dialy Heege Pellital : nous avons constaté que le NINEA des soumissionnaires suivants est incomplet : <ul style="list-style-type: none"> ▪ SENCOM : NINEA 004/72201 avec 8 éléments au lieu de 10 ; ▪ Global Equipement : NINEA 004124260 avec 9 éléments au lieu de 10 ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de Poste de Yène », d'un montant de 31 851 210 FCFA TTC attribué à EGPEE : le NINEA du soumissionnaire STPB est incomplet (NINEA 0059501 avec 7 éléments au lieu de 10). 	<p>Nous recommandons à La POSTE de veiller à la cohérence des NINEA et d'exiger des soumissionnaires un RCC et un NINEA corrects conformément à l'article 13 du CMP. Par ailleurs, les NINEA doivent comprendre obligatoirement 10 éléments dont 9 chiffres et une lettre (en avant dernier). Les 7 premiers chiffres constituent la racine, le 8 ième chiffre constitue le régime du contribuable, la lettre représente la localité du contribuable, et la dernière chiffre la catégorie juridique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Mboro » le soumissionnaire ARC EN CIEL n'a pas fourni de RC ni de NINEA malgré notre lettre de complément de dossier dont il n'a pas retiré ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Kougheul », <ul style="list-style-type: none"> ▪ AFRIBAT n'a pas fourni de NINEA. - Pour la DRP : « Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de poste » <ul style="list-style-type: none"> ▪ SENCOM n'a pas fourni de NINEA ; ▪ GLOBAL EQUIPEMENT n'a pas fourni de NINEA ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de Poste de Yène », le soumissionnaire STPB n'a pas fourni de NINEA.

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

- Nous avons bien reçu les documents additionnels transmis par l'Autorité Contractante, et nous en avons pris compte dans le présent rapport définitif.
- Nous avons, également, bien noté la prise en compte de nos observations par l'Autorité Contractante, qui en a pris acte.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
APPEL D'OFFRES OUVERTS			
1	Nous n'avons pas obtenu l'exhaustivité des documents de paiement pour l'ensemble des marchés revus.	Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	<p><i>Des ordres de paiement ont été mis à votre disposition et nous n'avons pas reçu la liste de ceux manquants. Veuillez bien nous la communiquer.</i></p> <p><u>Avis du cabinet :</u> Certains documents de paiement nous ont effectivement été transmis. Toutefois, à l'issue de cette revue, nous avons constaté l'absence d'exhaustivité des documents attestant l'exécution et le paiement de certains marchés. Ces marchés ont été cités dans le tableau de synthèse de non conformité envoyé à la poste lors de la transmission du rapport provisoire.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
2	Pour l'AOO : Fourniture de matériels roulants (véhicules et scooters) alloti : lot 1: 143 942 000 FCFA attribué à la Sénégalaise/ Lot 2: 105 000 000 FCFA attribué à CCBM/ Lot 3: 19 669 000 FCFA attribué à CFAO/ Lot 4: 15 476 000 FCFA attribué à TATA/ Lot 5: 30 000 000 FCFA attribué à SICAS, nous n'avons reçu aucun document attestant de l'exécution du marché.	Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.	<p><i>La Poste est une entreprise de régie et le matériel roulant est automatiquement affecté aux services destinataires dès livraison. Donc il est difficile de le mettre à votre disposition pour constat. Par contre, les copies des cartes grises vous ont été transmises.</i></p> <p><u>Avis du cabinet :</u> même si les véhicules sont affectés aux services destinataires dès livraison, nous recommandons qu'une copie du PV de réception soit archivé au niveau de la Cellule de Passation de marchés..</p>
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
1	<p>Les documents attestant l'exécution et le paiement des DRP suivantes ne sont pas exhaustifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Travaux de construction de bureau de Demeth », d'un montant de 36 674 042 FCFA attribué à la SOCEDIS (Sénégalaise de Construction et de Distribution) : le paiement de la DRP n'est pas exhaustif. En effet, nous n'avons reçu qu'un ordre de paiement de 9 967 268 FCFA HT (HT - caution de 624 940 FCFA), qui correspond à une facture liquidée de 12 498 806 FCFA TTC. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. Concernant les attestations de service fait relatives à la DRP, elles ne sont pas exhaustives. En effet, nous n'avons reçu qu'une attestation relative à la facture de 12 498 806 FCFA TTC. - Pour la DRP « Fournitures de matériels et de mobiliers de bureau », d'un montant de 29 110 600 FCFA TTC attribué à Général équipement et services : nous avons obtenu l'ordre de paiement de 24 670 000 FCFA HT émis pour Général équipement et services SUARL, de même que la facture liquidée. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. - Pour la DRP « Travaux de construction de bureau de Koubalang », d'un montant de 40 102 763 FCFA attribué à Jappo Afrique : le paiement de la DRP n'est pas exhaustif. En effet, nous n'avons reçu qu'un ordre de paiement de 16 063 922 FCFA HT (HT - caution de 1 007 196 FCFA), qui correspond à une facture liquidée de 20 143 919 FCFA TTC. Toutefois, nous n'avons pas obtenu la copie du chèque pour nous assurer de l'exactitude du montant payé. Concernant les attestations de service fait relatives à la DRP, elles ne sont pas exhaustives. En effet, nous n'avons reçu qu'une attestation relative à la facture de 20 143 919 FCFA TTC. 	<p>Nous recommandons à La POSTE d'assurer l'archivage exhaustif des dossiers de marchés conformément au manuel de classement et d'archivage élaboré et diffusé par l'ARMP.</p>	<p><i>En rapport avec la comptabilité, des documents de paiement vous ont été transmis et nous n'avons pas reçu de feed back de votre part concernant ceux manquants.</i></p> <p><u>Avis du cabinet :</u> Certains documents de paiement nous ont effectivement été transmis. Toutefois, à l'issue de cette revue, nous avons constaté l'absence d'exhaustivité des documents attestant l'exécution et le paiement de certains marchés. Ces marchés ont été listés dans le tableau de synthèse de non conformité envoyé à la poste lors de la transmission du rapport provisoire.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires de la POSTE
2	<p>Nous avons constaté dans les cas suivants soit l'absence de NINEA ou de RCC, soit des NINEA erronées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Mboro », d'un montant de 32 195 094 FCFA attribué à Africa synergie : nous avons constaté que le NINEA du soumissionnaire ARC en CIEL est incomplet. En effet, le NINEA 4039948 ne comporte que 7 éléments au lieu de 10 ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Kougheul », d'un montant de 34 790 809 FCFA attribué à ASMA : nous avons constaté que le NINEA du soumissionnaire AfriBat Sénégal (ABS) est erroné (NINEA 0011112420016). - Pour la DRP : « Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de poste », d'un montant de 28 999 999 FCFA attribué à Dialy Heege Pellital : nous avons constaté que le NINEA des soumissionnaires suivants est incomplet : <ul style="list-style-type: none"> ▪ SENCOM : NINEA 004/72201 avec 8 éléments au lieu de 10 ; ▪ Global Equipement : NINEA 004124260 avec 9 éléments au lieu de 10 ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de Poste de Yène », d'un montant de 31 851 210 FCFA TTC attribué à EGPEE : le NINEA du soumissionnaire STPB est incomplet (NINEA 0059501 avec 7 éléments au lieu de 10). 	<p>Nous recommandons à La POSTE de veiller à la cohérence des NINEA et d'exiger des soumissionnaires un RCC et un NINEA corrects conformément à l'article 13 du CMP. Par ailleurs, les NINEA doivent comprendre obligatoirement 10 éléments dont 9 chiffres et une lettre (en avant dernier). Les 7 premiers chiffres constituent la racine, le 8 ième chiffre constitue le régime du contribuable, la lettre représente la localité du contribuable, et la dernière chiffre la catégorie juridique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Mboro » le soumissionnaire ARC EN CIEL n'a pas fourni de RC ni de NINEA malgré notre lettre de complément de dossier dont il n'a pas retiré ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de poste de Kougheul », <ul style="list-style-type: none"> ▪ AFRIBAT n'a pas fourni de NINEA. - Pour la DRP : « Fourniture et installation de système solaire autonome sur divers bureaux de poste » <ul style="list-style-type: none"> ▪ SENCOM n'a pas fourni de NINEA ; ▪ GLOBAL EQUIPEMENT n'a pas fourni de NINEA ; - Pour la DRP : « Travaux de construction du bureau de Poste de Yène », le soumissionnaire STPB n'a pas fourni de NINEA. <p>Avis du cabinet : nous avons bien constaté les NINEA erronés des soumissionnaires Arc en Ciel, AfriBat, SENCOM, Global équipement, et STPB qui figuraient dans leurs offres (CF Annexe 7.3).</p>

7.3 Annexes

MUR DE CLOTURE ET AMENAGEMENT EXTERIEUR

Désignation	Qté	PU	PT
TERRASSEMENT			
Fouille en puits	7,68	2 250	17 280
Fouille en rigole	12,58	2 250	28 305
Remblai contre fondation et sous dallage provenant des fouille	20,26	700	14 182
total1			59 767
FONDATION			
Béton de propreté	0,42	25 000	10 500
Semelle en BA	1,44	130 000	187 200
Amorce de poteaux + poteaux en BA	1,31	130 000	170 300
Mur de soubassement en aggro plein de 15	31,44	7 500	235 800
Chaînage haut et bas en BA	3,54	14 000	49 560
Maçonnerie en aggro creux de 15cm	187,7	5 000	938 500
Enduit au mortier de ciment sur mur	375,4	1 000	375 400
total2			1 967 260
MENUISERIE			
F/P de porte panneau métallique + cadre en cornière + serrure de dim 0,8/2,20	1,76	85 000	149 600
F/P de porte panneau métallique + cadre en cornière + serrure de dim 3,00/2,50	7,5	95 000	712 500
total3			862 100
PEINTURE			
Application de deux couches de peinture gylatex sur mur	375,4	1 000	375 400
Application de deux couches de peinture glycéro laqué	18,52	1 500	27 780
total4			403 180
DALAGE EXTERIEUR			
Dallage en béton dosé à 300kg ép. 10cm	11,26	60 000	675 600
Sous total:			675 600
Total Hors taxe			2 000 647
Tva 18%			360 116
Total TTC			2 360 763

Arc En Ciel
Mécanique - Prestation de Services
3 Grd Yoff Talba IV
77 556 67 69

RECAP, TRAVAUX DE CONSTRUCTION BUREAU DE LA POSTE DE MBORO & MUR DE
CLÔTURE ET AMENAGEMENT EXTERIEUR

RECAPUTILATIF	
Désignation	MONTANT (TTC)

[Signature]

BUREAU	31 339 077
CLOTURE ET AMENAGEMENT EXTERIEUR	2 360 763
TOTAL TTC	33 699 840

Arreté le présent dévis à la somme de trente trois millions six cent
quatre vingt dix neuf mille huit cent quarante francs

qualité : présentation d' échantillons

personnel :qualifié et suffisant

Délai: six mois après réception ordre de service

Le Directeur

Arc En Ciel
Mécanique - Prestation de Services
3 Grd Yoff Talba IV
77 556 67 69

3 grand yoff taiba 4 tel 77 029 35 38-BP 13146 DAKAR- RC SN DKR 2009 A 6878- NINEA
403 99 48 CB N° 100024078121018 ekol Ecobank



TOUS TRAVAUX AFRICAINE DE BÂTIMENT TP – ET PRESTATION DE SERVICES

Dakar, le 11 juin 2014

Proforma

Destinataire : Direction Logistique et Maintenance de la Poste
Objet : Travaux de Construction du Bureau de Poste de Koungheul

<u>Désignation</u>	<u>U</u>	<u>Q</u>	<u>P Unit</u>	<u>Total</u>
<u>Terrassement</u>				
Abattement et dessouchage d'arbres cir, 3,00	U	1	185 000	185 000
Démolition de maçonnerie clôture	m3	10,06	17 000	171 020
Fouilles en rigoles et en puits	m³	52,86	2 800	148 008
Remblais avec terre provenant des fouille	m³	42,6	1500	63 900
Remblais avec sable de dune	m³	183,927	8 000	1 471 416
			<u>Sous Total</u>	<u>2.039.344</u>
<u>Fondation</u>				
Béton de propreté dosé à 150kg/m3	m³	2,89	51 000	147 390
Semelles en BA dosé à 350kg/m3	m³	7,15	145 000	1 036 750
Amorces de poteaux en BA dosé à 350kg/m3	m³	1,604	145 000	232 580
Longrines en BA dosé à 350kg/m3 15x40	m³	6,022	145 000	873 190
Voile en BA dose a 350kg/m3 pour périmètre fondation H 0,75	m³	5,581	145 000	809 245
Dallage sol et marche en béton de grés dosé à 300kg/m3	m³	12,618	63 200	797 458
Soubassement agglos pleins	m²	110,44	8 000	883 520
Réalisation de fosse étanche de 3x2,5	u	1	595 600	595 600
Réalisation de puits perdu de 1,50 ou 2,00 profondeur	u	1	245 500	245 500
Réalisation de regard de visite + encadrement en cornière	u	4	72 000	288 000
			<u>Sous Total</u>	<u>5.909.233</u>
<u>Maçonnerie élévation</u>				
Béton armé dosé a 350kg/m3 pour poteaux voile en forme de logo	m³	5,92	145 000	858 400
Béton armé dosé à 350kg/m3 pour rampe et bag à fleurs	m³	2,27	145 000	329 150

Menuiserie Alu

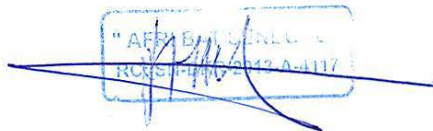
F/P de châssis alu vitrage de 6mm fixe sur mur	m2	2,81	166 000	466 460
F/P de châssis alu vitrage de 6mm fixe sur compt + passe plis et parloir	m2	5,28	172 500	910 800
			Sous Total	1.377.260

Peinture

F/P de peinture gylatex plafond	m2	101,89	1 920	195 629
F/P de peinture tropix int bâtiment	m2	301,33	2 250	677 993
F/P de peinture pantex 1300 ext bâtiment	m2	297,19	2 600	772 694
F/P de peinture a l'huile sur mur soubassement	m2	54,76	2 600	142 376
F/P de peinture à l'huile sur menuiserie	m2	69,88	2 600	181 688
			Sous Total	1.970.370

Total HT	40 601 718
TVA 18 %	7 308 309
Total TTC	47 910 027

Proforma arrêtée à la somme de quarante sept millions neuf cent dix mille vingt sept Francs





LETTRE DE SOUMISSION

Dakar, 27 novembre 2014

DRP N° : 041 / 2014

LA POSTE

Nous les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier relatif à la présente DRP et n'avons aucune réserve à son égard.
- b) Nous nous engageons à fournir conformément au Dossier d'appel à la concurrence et au délai de livraison spécifié dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et Cahier des Clauses Techniques, les fournitures et pose ci après : Fourniture et Installation de système solaire autonome pour différents bureaux de poste
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à la clause ci après est de : trente un millions six cent six mille huit cent quatre vingt dix (31 606 890) francs TTC.
- d) Notre offre demeurera valide (90) quatre vingt dix jours ; cette offre continuera de nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période.
- e) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à fournir une garantie de bonne exécution du Marché conformément aux spécifications de la présente DRP.
- f) Nous ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt
- g) Nous nous engageons à ne pas octroyer ou promettre d'octroyer à toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la procédure de passation du marché un avantage indu, pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, en vue d'obtenir le marché, et en général à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics adoptée par le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, comme en atteste le formulaire d'engagement ci-joint, signé par nos soins

NORD FOIRE AZUR N° 13 - Tél./Fax : (221) 33 868 20 05
NINEA : 00412 42 60 DAKAR - SENEGAL - Email : thiargane2005@yahoo.fr

*Sénégalaise de Commerce et de Négoces*

Commerce de Marchandises Diverses - Prestation de Services - Travaux Publics - Transport

LETTRE DE SOUMISSION**LE 27 NOVEMBRE 2014****DRP N° : 041 / 2014****//-) - LA POSTE**

Nous les soussignés attestons que :

- A - Nous avons examiné le Dossier relatif à la présente DRP et n'avons aucune réserve à son égard.
- B - Nous nous engageons à fournir conformément au Dossier d'appel à la concurrence et au délai de livraison spécifié dans le Bordereau des quantités, calendrier de livraison et Cahier des Clauses Techniques, les fournitures et pose ci après : **Fourniture et Installation de système solaire autonome**
- C - Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à la clause ci après est de : **vingt neuf millions cinq cent soixante trois mille deux cent quarante huit (29 563 248) francs CFA.**
- D - Notre offre demeurera valide pour une période de 90 jours; cette offre continuera de nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant l'expiration de cette période.
- E - Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à fournir une garantie de bonne exécution du Marché conformément aux spécifications de la présente DRP.
- F - Nous ne nous trouvons pas dans une situation de conflit d'intérêt
- G - Nous nous engageons à ne pas octroyer ou promettre d'octroyer à toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la procédure de passation du marché un avantage indu, pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, en vue d'obtenir le marché, et en général à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics adoptée par le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, comme en atteste le formulaire d'engagement ci-joint, signé par nos soins.
- H - Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de la dite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché formel soit établi et signé.
- I - Il est entendu que par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre évaluée la moins disante, ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.

LA DIRECTION
SENCOME
Tel 33.825.10.75
Pikine Tally Boumack
N° 7412 - Dakar

Villa N° 7412 Pikine Lansar - RC n° DKR 2010-A-2628 - NINEA : 004/72201



SENEGALAISE DE TRAVAUX PUBLICS ET DE BATIMENTS
RC : SN-DKR-2010-K55 / NINEA : 005 9501 – BP : 27216 Dakar Colis
Compte bancaire : BRS G0155 010041 1530186/26 – Tel : 77 023 95 54

Date : 04 Septembre 2014

DEVIS N° 520/2014

Pour le compte de LA POSTE
Et relatif à la construction du bureau de Poste de Yène

DESIGNATION	QTE	P. U	P. TOTAL
TERRASSEMENT			
Fouilles en rigoles et en puits	44,76 m3	3 510	157 107
Remblais avec terre provenant des fouilles	27,52 m3	1 989	54 737
Remblais avec sable de dune	42,036 m3	10 530	442 639
			654 483
FONDATION			
Béton de propreté dosé à 150 kg/m3	2,28 m3	38 000	86 640
Semelles en BA dosé à 350 kg/m3	6,83 m3	125 000	853 750
Amorces de poteaux dosé à 350 kg/m3	0,76 m3	125 000	95 000
Longrines en BA dosé à 350 kg/m3	5,37 m3	125 000	671 250
Dallage sol en béton de gré dosé à 300 kg/m3, ép 12 cm	12,65 m3	50 000	632 500
Soubassement aggllos pleins	60,376 m ²	6 000	362 256
Marche d'entrée en BA dosé à 300 kg/m3	1,8 m3	115 000	207 000
Réalisation de fosse étanche de 3 x 2,5	01	600 000	600 000
Réalisation de puits perdu de 150 ou 200 profondeur	01	300 000	300 000
Réalisation de regards de visite + encadrement en cornière	04	41 000	164 000
			3 972 396
MAÇONNERIE - ELEVATION			
BA dosé à 350 kg/m3 poteaux, décoration et rampe	1,24 m3	125 000	155 000
Poteaux en BA + raidisseur dosé à 350 kg / m3	2,205 m3	125 000	275 625
BA dosé à 350 kg / m3 pour chaînage et poutres	4,812 m3	125 000	601 500
BA dosé à 350 kg / m3 pour linteaux et auvents	3,4 m3	125 000	425 000
BA dosé à 350 kg / m3 pour chaînage acrotères	0,675 m3	125 000	84 375
BA dosé à 300 kg / m3 pour béquilles	0,9 m3	105 000	94 500
Dalles en BA pour comptoir guichet	0,3 m3	105 000	31 500
Maçonnerie aggllos creux de béton de 0,15 et acrotère	307,79 m ²	4 500	1 385 055
Maçonnerie aggllos creux de béton de 0,10	13,7 m ²	3 500	47 950
Enduit au mortier de ciment plafond + auvent	119,54 m ²	1 500	179 310